

Quelques sujets, leur problématique et un plan possible, à partir des annales du bac. :

Attention, des sujets apparemment similaires peuvent se traiter différemment selon leur formulation ; toujours réfléchir à la question posée. Par contre des sujets formulés différemment peuvent parfois se traiter avec des plans comparables. Rester vigilant, les documents fournissent aussi des arguments, des pistes d'analyse dont il faut tenir compte. Les plans proposés ici ne sont pas toujours les seuls possibles.

(D = dissertation ; S = synthèse ; 98 = année du bac)

. Après avoir présenté les difficultés des PED, s'interroger sur les causes de ces difficultés (S 95)

I Le constat des difficultés du Tiers Monde

A des problèmes communs (transition démographique, pauvreté et inégalité, économie extravertie et duale,...)

B et des situations spécifiques (tous les PED ne sont pas logés à la même enseigne)

II Des explications diverses :

A simple retard ou des blocages qui alimentent les difficultés

B libre échange et/ou protectionnisme pour mieux maîtriser son ouverture

C des facteurs socioculturels (des cultures plus ou moins propices à la croissance, des dirigeants plus ou moins soucieux de sortir leur pays du mal développement,...)

. Montrer que les difficultés des PED les plus pauvres s'expliquent par des blocages à la fois économiques et socioculturels (S 98)

I Des blocages économiques

A faible croissance du fait d'un cercle vicieux de la pauvreté ; peu d'infrastructures

B insertion défavorable dans la division internationale du travail et endettement

II Des blocages socioculturels

A de fortes inégalités, une élite politique corrompue, des régimes politiques autoritaires,...

B des cultures qui peuvent être peu propices : poids de la religion, peu d'individualisme et de rationalité (importance de la communauté), pression démographique,...

. Après avoir rappelé que le développement s'accompagne de transformations économiques, montrer qu'il comporte d'autres dimensions (S 02)

I Les transformations économiques du développement

A la croissance améliore le niveau de vie et modifie le système productif (secteurs - loi d'Engel - , actifs et qualifications)

B source de développement (urbanisation, consommation, y compris collective, groupes sociaux - moyennisation -,...)

II Les autres dimensions

A les indicateurs sociaux, politiques, démographiques, culturels (ex. IDH) ; la réduction des inégalités ; une plus grande sécurité

B le développement durable

. Après avoir montré que la croissance est indispensable au développement, expliquer pourquoi elle n'est pas suffisante (S 99)

I La croissance est indispensable

A les facteurs économiques de la croissance et du développement (croissance extensive et intensive ; rôle du capital, du travail, du partage des gains de productivité; de la DIT...) et ex. de stratégies de développement réussies (NPI)

B les théories économiques du développement : Rostow et le décollage des économies, une approche libérale du développement comme succession d'étapes, ou des approches qui insistent sur les blocages de la croissance (cercle vicieux de la pauvreté, dépendance et extraversion)

II mais elle n'est pas suffisante

A la croissance n'est pas toujours synonyme de bien-être et ne rend pas compte de toute la richesse produite ; le développement a une dimension qualitative (cf l'IDH) ; le PIB ne mesure pas l'activité informelle ; le niveau de vie masque l'importance des inégalités

B le développement suppose d'autres facteurs socioculturels: rôle de l'Etat et structures politiques ; environnement et développement durable ; rôle des valeurs et acculturation ; démographie...



. Montrer que la hausse de la rentabilité des entreprises peut favoriser la reprise de leurs investissements mais que ce n'est pas une condition suffisante (S 01) :

I La restauration des profits pour dynamiser les dépenses en capital fixe

A pour la théorie libérale, le profit, l'autofinancement et l'épargne financière sont les facteurs déterminants de l'investissement (sous ses différentes formes) ; théorème de Schmidt

B la dégradation des profits va de pair avec celle des investissements à partir des années 70, inversement, l'amélioration du taux de marge par des politiques de l'offre à l'origine d'une reprise de l'investissement à la fin des années 80

II Toutefois, ce n'est pas suffisant

A le partage de la valeur ajoutée ne doit pas trop sacrifier les salaires car, pour Keynes, le déterminant de l'investissement est la demande effective (rôle de l'incertitude -pessimisme- ; effet accélérateur) ; la profitabilité compte davantage que le profit maximum et l'endettement peut stimuler (effet de levier) alors qu'un excès d'épargne et des taux d'intérêt élevés sont néfastes

B ... comme le montre la décennie 90 jusqu'à nos jours avec un risque de retard technologique de l'Europe face aux Etats-Unis

. Montrer que l'accroissement de la demande favorise la reprise de l'investissement, mais que d'autres facteurs interviennent dans la décision d'investir (S 01)

I Hausse de la demande, condition de l'investissement

A analyse keynésienne de l'investissement :

B empiriquement vérifiée à différentes périodes (corrélation conso/I et I/PIB)

II Les autres facteurs de l'investissement

A la rentabilité, analyse libérale

B un environnement propice : coût relatif du capital et du travail ; conditions financières (autofinancement, marché financier, taux d'intérêt) ; taux d'utilisation des capacités de production ; vieillissement du capital ; aides publiques...

. Analyser les liens entre demande et investissement (D 02)

I La demande condition nécessaire mais non suffisante à l'investissement

A l'analyse keynésienne est vérifiée empiriquement

B mais l'investissement dépend aussi des profits et des conditions de financement

II L'investissement est facteur d'augmentation de la demande :

A l'effet multiplicateur à court terme

B investissement de productivité, immatériel, progrès technique et hausse de la productivité ⇒ hausse de la demande (compétitivité, pouvoir d'achat)

. Vous expliquerez comment l'investissement est source de croissance économique (D 04)

I les effets de l'investissement sur l'offre

A l'investissement source de productivité : accumulation du capital (« détour de production » et différents types d'investissement) permet ↗ production ; l'innovation et gain de productivité (NTIC), monopole provisoire et rente pour financer la RD

B les conditions de la croissance : les irrégularités de la croissance (PT et destruction créatrice, exemple du fordisme aux NTIC, la fin du paradoxe de Solow aux Etats-Unis) ; les limites du déversement d'emploi ; l'investissement ne dépend pas seulement des profits mais aussi de la demande effective

II les effets dur la demande :

A le multiplicateur d'investissement : $\text{revenu} \Rightarrow \text{conso} + S \Rightarrow \text{production} = \text{revenu} \dots$; $S = I$ pas forcément réalisé \Rightarrow faiblesse de la demande effective \Rightarrow I public pour relancer l'activité

B les conditions de la relance de l'investissement : les limites du multiplicateur (contraintes extérieure et budgétaire ; risque inflationniste) et l'étroitesse des marges de manœuvre de l'Etat dans le cadre de l'UE

ou I les effets à court terme

II les effets à long terme (rôle du progrès technique)

. Après avoir montré les effets du progrès technique sur le volume de l'emploi, vous mettrez en évidence son influence sur la nature des emplois (S 03) :

I Les effets quantitatifs

A le volume de l'emploi dépend des rythmes de la production par rapport à la productivité (thèse du déversement ou de la compensation de Sauvy) ; destruction et création selon les innovations de produit ou de procédé, selon l'investissement de capacité ou de productivité, selon les effets sur la durée du travail \Rightarrow les effets de la productivité se font sentir à long terme (cycle Kondratiev et Schumpeter).

B conséquences sur la structure des actifs (déclin des agriculteurs, plus récemment des ouvriers, montée des classes moyennes ; féminisation des emplois ; exclusion des actifs plus âgés)

II Les effets qualitatifs

A mutations dans l'organisation du travail : du taylorisme/fordisme aux NMOT sous la pression de l'automatisation, et changement de qualifications : élévation du niveau de formation (initiale et continue), importance de la maîtrise de l'information, individualisation des compétences ; aspects positifs (post-taylorisme) et négatifs (néo-taylorisme)

B conséquences du fait d'une évolution du rôle social du travail (progrès technique, facteur du changement social): dualisme du marché du travail et exclusion ; effets sur la mobilité sociale (mobilité structurelle notamment), sur l'émancipation des femmes et la famille, sur la structure sociale (moyennisation) et sur les conflits (perte d'influence du mouvement ouvrier, des syndicats et « NMS » - critique écologique des dérives du progrès technique -)

. Analyser les effets des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) sur l'emploi dans les PDEM (D 02) : idem ci-dessus ou ci-dessous

. Montrer que le progrès technique peut avoir des effets négatifs, mais aussi positifs sur l'emploi (S 97)

I Les effets négatifs

A à court terme, destruction d'emploi par substitution du capital au travail ; si productivité supérieure à production

B les emplois détruits ne coïncident pas avec les emplois créés ; problème d'employabilité des moins qualifiés et d'exclusion du marché du travail

II Les effets positifs

A à long terme, thèse du déversement ou de la compensation (Sauvy) du fait des gains de productivité et des évolutions de la demande

B à conditions de fournir des efforts de formation, de faciliter la mobilité professionnelle, de réduire le temps de travail,...

. Analyser les relations entre l'innovation et la croissance économique (D ?)

I L'innovation comme source de croissance, une relation discutable

A Qu'est-ce que l'innovation et ses raisons

B des effets déstabilisateurs et un impact insuffisant sur la croissance (obsolescence accélérée, chômage technologique, « destruction créatrice »)

II L'innovation favorable à la croissance

A transformation des conditions de marché (aspects microéconomiques) : l'innovation profite aux consommateurs, aux entreprises, aux salariés

B aspects macroéconomiques : productivité et croissance ; multiplicateur d'investissement ; corrélation efforts de recherche et croissance

. Après avoir mis en évidence l'importance de l'innovation dans la croissance économique, montrez comment les pouvoirs publics peuvent agir sur l'innovation (S 04)

I l'innovation au cœur de la croissance :

A destruction créatrice et croissance : innovations de produits et de procédés ; productivité et croissance intensive

B grappes d'innovations et cycles

C mondialisation et concurrence accrue \Rightarrow efforts de compétitivité-prix et hors prix ; stratégie de différenciation de produits et importance de la RD

II le rôle de l'Etat :

A la RD financée en partie par l'Etat

B mais non suffisante, besoin de coopération avec les entreprises (division du travail au sein de la RD : recherche publique fondamentale et recherche appliquée privée ; pôles technologiques, ... incitation à la création d'entreprise : start-up et capital-risque, fiscalité favorable et aides publiques - ANVAR, ... -)

.....
.....

. Montrer en quoi l'organisation actuelle du travail dans les PDEM peut apparaître à la fois comme une rupture et comme une continuité par rapport à l'organisation taylorienne et fordienne du travail (S 98)

I La remise en cause de l'OST (ou post-taylorisme)

A la qualité et l'adaptabilité à la demande priment sur la quantité et la standardisation

B l'organisation actuelle requiert autonomie, responsabilité et requalification

II Un néo-taylorisme

A la division horizontale et verticale du travail et l'accélération des cadences restent un moyen d'accroître la productivité dans de nombreuses activités ; le contrôle de la hiérarchie se poursuit

B dans un contexte de chômage et de précarité, l'intensification du travail est subie sans contrepartie ; le déclin des conflits n'est pas forcément le signe d'une amélioration des relations de travail ; les tensions restent latentes

. Analyser les effets de la division technique du travail (D 97)

I La recherche de la productivité n'est pas toujours favorable aux conditions de travail

A le capitalisme développe la division du travail (manufacture d'épingles) mais Marx dénonce l'exploitation et l'aliénation au travail ; Taylor et Ford en accentuant les principes de la division du travail augmentent les cadences et dégradent la qualification ouvrière

B cette division poussée du travail entre en crise sociale dès les années 70 et montre son inefficacité face aux mutations de la demande et des techniques dans les années 80

C toutefois, les NMOT n'apparaissent que comme un néo-taylorisme et l'automatisation développe un chômage technologique en excluant du marché du travail les moins qualifiés

II L'organisation du travail permet d'élever le niveau de vie et transforme les modes de vie

A la productivité du modèle fordiste permet la consommation de masse, grâce aussi à un compromis entre syndicats (soutenus par une classe ouvrière mobilisée) et patronat autour du partage des fruits de la croissance

B l'élargissement des professions favorise la montée des classes moyennes et accentue la mobilité sociale, l'émancipation des femmes, une homogénéité des modes de vie, ...

C les NMOT encouragent la communication, la motivation des salariés, les responsabilisent, requalifient des métiers d'ouvrier,...améliorent la qualité des produits et incitent à l'innovation

. Quels sont les effets de l'organisation du travail sur la croissance économique (D 00)

I L'organisation du travail permet la croissance économique

A les principes de la division du travail (Smith, Taylor et fordisme, NMOT)

B à l'origine de gains de productivité, source de croissance : effets de la productivité ; croissance des Trente Glorieuses, (rôle de l'investissement lié à l'organisation du travail), flexibilité et compétitivité (prix et structurelle) aujourd'hui ; l'innovation (organisationnelle) au cœur de la croissance (Schumpeter)

II L'organisation du travail rencontre des limites freinant la croissance

A la crise du modèle fordiste (sociale - cf Marx et l'aliénation au travail - et économique : ralentissement de la croissance)

B néo-taylorisme, précarisation et fluctuation des emplois, éclatement du collectif de travail et leurs effets contre-productifs ; insuffisante reconnaissance salariale et faiblesse de la demande effective, source d'un ralentissement de la croissance

Après avoir présenté les principales transformations de l'organisation du travail depuis les années 70, montrez les effets sur les conditions de travail (S 03)

I Les principales transformations de la division du travail depuis 70

A post-taylorisme : face à la crise sociale et économique du fordisme émergent des NMOT, inspirés du modèle japonais (toyotisme) mais s'agit-il d'une véritable rupture ?

B le néo-taylorisme : extension des principes de l'OST dans de nouveaux secteurs d'activité (industriels mais aussi tertiaires) ; division horizontale et verticale du travail persistante

[C dualité du monde du travail entre un marché interne favorable aux statuts des salariés gages d'une meilleure productivité et un marché externe destiné à réaliser les ajustements en réduisant le coût du travail]

II Les conséquences sur les conditions de travail

A les effets négatifs du néo-taylorisme : stress, maladies musculo-squelettiques, contraintes hiérarchiques et du client ; cadences élevées

B une précarité défavorable à la bonne intégration des salariés, source d'anomie

C les effets positifs du post-taylorisme : une plus grande autonomie, une requalification du travail ouvrier

Conclusion : insister sur le fait que post et néo-taylorisme s'entrecroisent avec plus ou moins de poids pour l'un ou l'autre modèle selon les entreprises, les secteurs. Les NMOT ne sont pas une « libération » des salariés vis à vis des contraintes de rentabilité des firmes mais les conditions de travail sont plus ou moins bonnes selon les entreprises et les relations qui s'y nouent. La capacité des salariés à se mobiliser pour défendre leurs conditions de travail joue un rôle déterminant, même si la dégradation du marché du travail rejaillit sur leurs possibilités de négociation.



. Après avoir analysé les effets positifs d'une diminution du coût du travail, mettre en évidence les limites (S 00) :

I Pour les libéraux, baisse du coût du travail permet baisse du chômage

A marché du travail régit par la CPP et loi de l'offre et de la demande

B mais des rigidités qu'il faut lever pour flexibiliser le marché

C une augmentation d'emplois, notamment peu qualifiés ; une diminution du chômage dans les pays anglo-saxons

II Une efficacité limitée

A les expériences ne sont pas toujours concluantes

B démotivation et surtout insuffisance de la demande effective (Keynes)

C remise en cause de la protection sociale ; inégalités

. La réduction du coût du travail permet-elle de réduire le chômage des travailleurs peu qualifiés ? (D03)

I La baisse du coût du travail contribue à la diminution du chômage des travailleurs peu qualifiés

A les arguments théoriques : conception néo-classique du marché du travail (salaire d'équilibre, rémunération à la productivité marginale du travail) ; baisse des coûts et hausse des profits favorables à l'investissement et, à terme, à l'emploi (Schmidt) ; baisse des coûts et meilleure compétitivité, gain de pouvoir d'achat \Rightarrow croissance économique ; baisse du coût du travail limite la substitution capital-travail et accroît l'employabilité des moins qualifiés.

B la vérification empirique du modèle : faible chômage des pays anglo-saxons, notamment grâce au développement massif d'emplois peu qualifiés dans les services (hôtellerie, restauration, service aux ménages, commerce,...) ; revenu minimum inférieur aux Etats-Unis qu'en Europe, flexibilité quantitative externe forte (précarité)... ; la reprise de l'emploi de 98 à 01 en France, en partie due à des allègements de charges sociales a permis de nombreuses créations d'emplois peu qualifiés.

II Les limites d'une réduction du coût du travail

A La politique de réduction du coût du travail n'est pas toujours efficace économiquement : (théorie keynésienne) la baisse du salaire (net), la précarité freinent la demande effective,... donc l'emploi ; le chômage alimente une épargne de précaution renforçant la récession \Rightarrow effet pervers : ce qui est rationnel pour l'entreprise débouche sur un effet émergent macroéconomique contraire aux attentes ; également risque d'impact négatif sur la productivité (salaire d'efficience)

B ... ni socialement : le dualisme du marché du travail (interne /externe), la baisse des charges sociales qui pèse sur l'équilibre des comptes de la Protection sociale et conduit à leur remise en cause \Rightarrow un affaiblissement de la cohésion sociale et une individualisation croissante, source de creusement des inégalités (les Etats-Unis ont davantage de pauvreté qu'en Europe, fortes inégalités dans l'accès à la santé, lors de la vieillesse,... ; marginalisation des moins qualifiés,...).

C D'autres stratégies sont envisageables : développer la formation des moins qualifiés et assurer leur protection pour faciliter leur insertion (modèle suédois) ; développer d'autres formes de flexibilité (fonctionnelle, quantitative interne), source de productivité ; éviter les « trappes à pauvreté » en offrant des retours à l'activité plus favorables qu'un maintien dans l'assistance (ce qui suppose un salaire minimum supérieur aux minima sociaux et l'embauche à temps plein plutôt qu'à temps partiel).

. La flexibilité du marché du travail peut-elle constituer un remède au chômage ? (D 96)

I Pour les libéraux, la flexibilité du marché moyen de réduire le chômage

A le marché du travail s'équilibre selon la loi de l'offre et de la demande ; l'entreprise doit être compétitive

B flexibilité salariale (allègement de charges) mais aussi externalisation, précarité, aménagement du temps de travail pour réduire le coût du travail et accroître la productivité

II Les limites dans la lutte contre le chômage

A la flexibilité peut nuire à la motivation et à l'efficacité (dégrader la qualité - la compétitivité structurelle) ; elle peut nuire à la bonne intégration sociale, source d'affaiblissement du lien social, de conflits,...

B la réduction du coût du travail pèse sur la demande effective (Keynes)

C la flexibilité peut prendre d'autres formes (horaire, polyvalence,...)

Ou I Flexibilité et lutte contre le chômage

A en théorie... ; les différentes formes de flexibilité

B la flexibilité donne des résultats

II Une solution partielle

A chômage persistant et les raisons (chômage keynésien, technologique,...)

B les effets négatifs de la flexibilité ; socialement, économiquement

- Ou I Les différentes formes de flexibilité apportent des solutions dans la lutte contre le chômage
- A la flexibilité salariale, au cœur de la théorie libérale : chômage et rigidité du marché du travail ; restaurer la concurrence et réduire le coût du travail (salaire flexible, allègement de charges, emplois précaires, externalisation) ; les Etats-Unis se rapprochent du plein-emploi
 - B la flexibilité de l'organisation (de l'entreprise) : aménagement et réduction du temps de travail ; polyvalence des salariés
- II Les limites
- A la gestion libérale développe un chômage conjoncturel et des inégalités sociales (théorie keynésienne + hausse du chômage avec la récession ; hausse de la pauvreté aux Etats-Unis) ; la réussite américaine a d'autres raisons que la seule flexibilité du coût du travail (hausse de la productivité grâce au NTIC, \$ monnaie internationale,...)
 - B les limites de la flexibilité interne : limites de la baisse du temps de travail ; limites à la polyvalence (coût de formation, d'organisation,... ; problème d'employabilité des moins qualifiés)

. La flexibilité est-elle toujours favorable à l'emploi ? (D 04)

I La flexibilité est favorable à l'emploi

A la flexibilité externe, dans une perspective libérale, permet de créer des emplois : loi du marché, coût du travail élevé et lutte contre le chômage qui passe par une flexibilité salariale, une flexibilité quantitative externe et l'externalisation ; déreglementation du marché du travail ; meilleur ajustement de l'emploi aux variations de l'activité dans un contexte de concurrence internationale accrue ; amélioration de la rentabilité, source d'investissement, de croissance et d'emploi (Schmidt)

B la flexibilité interne améliore l'efficacité de l'entreprise : flexibilité fonctionnelle (NMOT) et adaptation aux NTIC ; productivité (ses effets) et croissance \Rightarrow emploi (\nearrow PIB $>$ \nearrow p^{té}) ; flexibilité des horaires (RTT, aménagement du temps de travail et création d'emplois)

II les effets pervers de la flexibilité

A dualité du marché du travail (interne et externe) : démotivation nuisible à la compétitivité (salaire d'efficiency) ; concurrence accrue sur le marché du travail et dévalorisation des diplômes, marginalisation des moins qualifiés (jeunes et les plus âgés, immigrés,...)

B creusement des inégalités et montée de la pauvreté ; affaiblissement de la cohésion sociale

C pessimisme et faible progression du pouvoir d'achat pèsent sur la demande effective : analyse keynésienne du chômage conjoncturel

. Analyser les effets d'une politique de réduction du temps de travail sur le niveau de l'emploi (D 01)

I Risque de ralentissement de la croissance

A réduction de la compétitivité et de la rentabilité des firmes ; désincitation à l'embauche et désorganisation de la production

B dégradation des conditions de vie des salariés par limitation du pouvoir d'achat et plus grande intensité du travail (les limites de l'aménagement du temps de travail)

II mais politique qui peut être efficace

A création d'emploi et baisse du chômage ; gisements de productivité dans la réorganisation du travail (ex. des 35h)

B cercle vertueux de croissance en redynamisant la consommation et l'investissement (Keynes) ; essor de nouvelles activités grâce aux temps libres

. Après avoir montré que l'élévation du niveau de qualification est une réponse au chômage, montrer les limites (S 02)

I La hausse des qualification et la lutte contre le chômage

A les évolutions du marché (sélection à l'embauche) et de l'organisation (progrès technique et NMOT) conduisent à une demande d'emplois de plus en plus qualifiés, pénalisant les moins qualifiés ; de la qualification à la compétence

B l'offre de travail doit s'adapter par une formation initiale et continue plus élevées, et par une plus grande flexibilité ; constat d'une corrélation entre diplôme élevé et chômage faible

II mais ce n'est pas suffisant pour résoudre le chômage

A le déséquilibre durable entre offre et demande de travail a des causes multiples malgré l'élévation générale de la formation ;

B le marché du travail continue de créer des emplois peu qualifiés, notamment dans les services, du fait de la précarisation du travail et de la poursuite d'une organisation taylorienne

. La réduction du chômage dépend-elle uniquement de la croissance économique (D 03) :

I La croissance nécessaire

A une corrélation vérifiée entre taux de croissance et taux de chômage

B explication keynésienne du chômage conjoncturel ; une politique de relance efficace aux Etats-Unis face à la récession de 01 à 03

C à long terme, le progrès technique permet la productivité et la croissance, tout en créant des emplois (thèse de la compensation)

II mais non suffisante

A la montée d'un chômage structurel due à la hausse des actifs supérieure à celle des emplois, du fait des rigidités du marché du travail (thèse libérale) et du progrès technique (chômage technologique) dans une économie mondialisée (concurrence des NPI, entre PDEM,... et restructuration)

B rendant complexe les politiques de lutte contre le chômage ; combinaison d'allègement du coût du travail, de flexibilité (sous ses différentes formes), de mesures ponctuelles de relance quand les conditions le permettent, de réduction du temps de travail, de formation,...+ comparaison des situations américaine et européenne et conséquences sur les inégalités.



. Après avoir montré la persistance des inégalités dans notre société, les expliquer (S 97)

I Des inégalités persistantes

A inégalités économiques (revenus et patrimoine, consommation, santé et espérance de vie, emploi,...)

B inégalités sociales (dans le partage des tâches domestiques, politiques, culturelles, des chances dans l'accès aux diplômes et dans la mobilité sociale,...)

II Des explications multiples

A pour les libéraux des différences de mérite individuel et la nécessité de maintenir des inégalités pour accroître l'efficacité économique ; la gestion libérale de la crise contribue à cet accroissement des inégalités

B les classes dominantes cherchent à reproduire leurs privilèges ; la domination masculine ne s'efface que progressivement devant l'émancipation des femmes ; l'exclusion se renforce d'elle-même (stigmatisation, faible participation politique,...)

. Les inégalités sont-elles toujours incompatibles avec la démocratie ? (D 97)

I les sociétés démocratiques pour Tocqueville reposent sur l'égalisation des conditions malgré l'existence nécessaire d'inégalités

A la thèse de Tocqueville

B la société démocratique n'est pas remise en cause par les inégalités ; les libéraux les considèrent même comme nécessaires et contestent l'efficacité des politiques de réduction de celles-ci

II les inégalités peuvent être injustes et remettre en cause la démocratie

A l'accroissement des inégalités et la montée de l'exclusion fragilisent la citoyenneté ; l'Etat et la démocratie sont affaiblis

B les conditions de légitimation des inégalités ne sont pas réunies (inégalités des chances, mobilité insuffisante,...)

. Dans quelle mesure les sociétés démocratiques contribuent-elles à réduire les inégalités femmes/hommes ? (D 02)

I La réduction des inégalités selon le sexe

A d'indéniables avancées : égalité juridique et égalité des chances, tendance à l'égalisation des conditions revendication des sociétés démocratiques (Tocqueville) et constat en matière de sexe
B des inégalités qui se réduisent sur le marché du travail, dans la sphère domestique,... en lien avec l'individualisme (émancipation) ; rôle des conflits sociaux (féminisme)

II mais des changements lents en raison de pesanteurs structurelles

A l'inertie des institutions : poids de la socialisation familiale et scolaire ; partage inégalitaire des tâches domestiques et incidence sur la profession ; dans les arbitrages quotidiens, les femmes et les hommes tendent à reproduire les comportements traditionnels
B lenteur des décisions politiques : des mesures confortent le statut traditionnel des femmes ou ont tardé à changer (aides à l'éducation des jeunes enfants, garde prioritaire en cas de séparation,...) [malgré une volonté générale de rendre plus égalitaire les rapports hommes/femmes].

. Montrer que les différences de revenus permettent d'expliquer les inégalités sociales mais que ces dernières ont aussi d'autres origines (S 02).

I les inégalités sociales s'expliquent d'abord par des différences de revenus :

A différences de revenus qui ont diverses origines : inégalités de qualification (capital humain, productivité, mutations technologiques, compétition internationale avec les pays à bas salaires, pression du chômage) ; inégalités de patrimoine renforcent celles des revenus (priorité à l'épargne notamment aux actionnaires)

B ces écarts expliquent les inégalités sociales : accès différenciés à la consommation, notamment pour les biens nouveaux ; ségrégation par l'habitat ; inégalités dans les loisirs ; en matière de santé ;...

II les inégalités ont d'autres origines :

A des inégalités liées au travail : concurrence pour l'accès à l'emploi en fonction des diplômes, de la qualification, du dynamisme de la croissance,... ; précarité ; inégalités dans les conditions de travail (pénibilité, stress, horaire, pression de la hiérarchie,...)

B des inégalités liées au sexe, à l'âge, à l'appartenance ethnique,...

C des inégalités culturelles : pratiques culturelles et sociales, inégalités à l'école,...

. Après avoir caractérisé les inégalités économiques, montrez que d'autres inégalités en constituent un facteur aggravant (S 04)

I des inégalités économiques

A de revenus et de patrimoine : réduction des inégalités salariales depuis 70 mais un mouvement interrompu depuis les années 90 ; les inégalités de RD malgré la redistribution les inégalités de revenus de la propriété (épargne) creusent les écarts ; les écarts de patrimoine sont très importants (héritage et enrichissement des riches) ; incidences des inégalités de richesse sur la consommation et les choix de modes de vie (habitat, loisir, biens nouveaux,...)

B inégalités face à l'emploi et au chômage : revenu lié à l'emploi et la qualification ; précarité de l'emploi et chômage touchent plus particulièrement les ménages les moins qualifiés cumulant les handicaps ; montée de la pauvreté

II reproduction des inégalités :

A des conditions de vie difficiles limitent l'accès à des biens et services fondamentaux : nourriture moins équilibrée (obésité, carences, surconsommation de tabac, d'alcool,...), moindre accès à la santé, privation (loisir, transport,...),... concentration dans des quartiers sensibles

(habitat dégradé, faible commerce de proximité, délinquance, services publics réduits et conditions d'enseignement défavorables ,...)

B inégalités scolaires : rôle du capital culturel et social, les catégories les mieux loties savent tirer partie de l'école pour maintenir leur position dominante alors que les milieux défavorisés ne profitent guère de l'institution scolaire pour favoriser leur ascension sociale

C les inégalités font système : les personnes moins instruites, moins intégrés professionnellement ont moins de ressources économiques, vivent dans des quartiers difficiles, se soignent moins bien, les enfants maîtrisent moins les codes culturels facilitant une bonne insertion scolaire et cumulent les échecs, donc ont du mal à s'insérer professionnellement,... entretenant un véritable cercle vicieux que les politiques de discrimination positive ont du mal à enrayer. La question de l'accès aux ressources reste largement conditionnée par l'accès à l'emploi et par une politique volontariste de réduction des inégalités.

. Après avoir présenté les politiques de réduction des inégalités, s'interroger sur leur opportunité (S 97)

I Les politiques de réduction des inégalités

A la protection sociale assure une redistribution horizontale et verticale

B la réduction des inégalités de revenus : le SMIC, la fiscalité

C améliorer l'égalité des chances par la démocratisation scolaire, la discrimination positive

II Faut-il réduire les inégalités ?

A la réduction peut être favorable à la croissance en soutenant la demande et en garantissant une certaine cohésion sociale

B mais la montée de l'individualisme et la crise de légitimité conduisent à une certaine remise en cause de l'intervention de l'Etat, soutenue par le discours libéral...

C qui admet les inégalités à condition qu'elles reflètent les mérites individuels et que l'égalité des droits et des chances soient possibles

. Dans quelle mesure la croissance permet-elle de réduire les inégalités ? (D 02)

I La croissance peut contribuer à la réduction des inégalités

A hausse du niveau de vie profite à tous : pour les libéraux en économie de marché, thèse de la main invisible (A. Smith) même si des inégalités restent nécessaires à la croissance (profit et investissement, innovation, productivité,...) ; la croissance fordiste des Trente Glorieuses a permis de réduire nombreuses inégalités (loi de Kuznets) ; le libre échange favorable à la croissance (les NPI se rapprochent des PDEM) ; mais le marché reste à encadrer (thèse keynésienne) : rôle des syndicats dans le partage de la valeur ajoutée et rôle de l'Etat-Providence qui peut redistribuer une partie de la richesse produite ; corrélation croissance et emploi, donc moyen de réduire l'exclusion sociale

B la croissance transforme les structures sociales : tendance à l'égalisation des conditions de vie (Tocqueville) et moyennisation (homogénéisation des modes de vie) ; féminisation et moindre inégalité entre les sexes; mobilité sociale structurelle mais aussi nette (réduction de l'inégalité des chances ; rôle de l'école)

II Mais elle ne suffit pas

A une hausse des inégalités avec la gestion libérale de la crise : chômage, précarité et partage de la valeur ajoutée défavorable aux salaires au profit des actionnaires ; montée de la pauvreté et de l'exclusion ; les inégalités se creusent entre PDEM et PMA, fragilisés par la mondialisation et leur dépendance

B inégalités sociales persistantes : mobilité qui reste faible et inégalités des chances ; des disparités de modes de vie entre les classes sociales (consommation, habitat, espérance de vie,...cf Bourdieu opposition entre une classe populaire dominée et la classe dirigeante) ; inégalités hommes/femmes, entre les âges,...

. Une société plus mobile est-elle nécessairement moins inégalitaire ? (D 04)

I les progrès limités de l'égalité des chances

A massification scolaire et réduction de l'inégalité des chances : l'école au cœur de l'idéal méritocratique s'est davantage ouverte à l'ensemble de la population, en élevant le niveau

général d'instruction et en facilitant les possibilités d'ascension sociale ; cependant, les inégalités persistent : les réussites et les choix d'orientation scolaire restent influencés par les origines sociales

B une mobilité réelle mais faible : on note une augmentation de la mobilité, en particulier ascendante, mais elle se fait surtout dans des catégories proches et elle demeure faible dans les positions sociales extrêmes. Une partie de cette mobilité est structurelle même si la mobilité nette s'est accrue (plus grande fluidité sociale). La dévalorisation relative des diplômes (paradoxe d'Anderson) accentue le rôle du capital social : à diplôme identique les chances de mobilité intragénérationnelle sont inégales.

II une société qui reste inégalitaire :

A les limites de l'élitisme républicain : la sélection des élites s'est repliée au sein des groupes dominants, entretenant une véritable « caste » technocratique, appartenant à la classe dirigeante. La reproduction des inégalités relève d'une accumulation de capital économique, social et culturel : le diplôme donne une légitimité méritocratique pour justifier le maintien des inégalités.

B la classe dirigeante a su non seulement préserver ses avantages mais aussi les faire prospérer : les inégalités de richesse, notamment de patrimoine, mais aussi de revenus pour ceux qui exercent des fonctions dirigeantes, se sont creusées. Les politiques économiques libérales ont renforcé ces inégalités (baisse d'impôts, soutien à la rentabilité du capital,...). La société française, malgré les discours, s'éloigne de l'idéal démocratique d'un renouvellement des élites, d'une plus grande égalité des chances et d'une plus grande équité, au sens de Rawls, pour qui les inégalités sont légitimes qu'à partir du moment où elles permettent une amélioration du sort des plus démunis.

. Après avoir présenté les caractéristiques de la mobilité sociale en France, exposer ses déterminants (S 01)

I Constat de la mobilité en France

A lecture des tables (leurs limites) et constat d'une tendance à la reproduction des inégalités, notamment aux extrêmes de la structure sociale

B une mobilité, notamment ascendante, plus forte dans les catégories intermédiaires ; des trajets courts ; un accroissement de la mobilité dans le temps

II Les facteurs de la mobilité(/reproduction) sociale

A la mobilité structurelle

B rôle de la famille

C rôle de l'école

. Les inégalités économiques expliquent-elles à elles seules l'inégalité des chances à l'école ? (D 02)

I Les inégalités économiques contribuent à l'inégalité des chances scolaires

A constat d'une corrélation entre échec scolaire et faiblesse des revenus et du patrimoine (et réciproquement : réussite et capital éco. élevé)

B qui s'explique par des difficultés matérielles pénalisant la réussite, des stratégies défavorables à l'investissement scolaire (et inversement)

II Mais aussi des déterminismes sociaux et culturels

A inégalités des chances et origine sociale (influence du capital culturel et social ; stratégies différenciées des familles)

B inégalités des chances selon le sexe (socialisation différenciée, responsabilité de l'école qui entretient des stéréotypes parfois)

. L'école est-elle un facteur d'ascension sociale ? (D 96)

I La démocratisation scolaire favorise la promotion sociale

A le diplôme facilite l'insertion professionnelle, une adaptation au progrès technique et aux

NMOT

B ce qui contribue à la mobilité sociale (structurelle et nette)

II Mais des effets limités

A la dévalorisation des diplômes ne garantit pas toujours la promotion sociale et marginalise les moins diplômés

B les inégalités persistent (inégalités des chances et inégalités des positions sociales)

. Analyser le rôle de l'école dans la mobilité sociale (D 98)

I La mobilité sociale dépend de l'école

A la mobilité sociale s'accroît

B en même temps que se développe la formation pour répondre aux mutations économiques et sociales

II Les limites du rôle de l'école

A l'inégalité des chances selon Bourdieu et Boudon

B la mobilité ne dépend pas que de l'école et elle reste faible notamment pour les catégories extrêmes

. Dans quelle mesure l'école contribue-t-elle à réduire l'inégalité des chances entre les jeunes ? (D 97)

I La démocratisation scolaire a réduit l'inégalité des chances et favoriser la mobilité sociale

A la massification de l'enseignement et une réduction des écarts entre milieux sociaux, entre filles et garçons

B facilitant la promotion sociale, y compris des enfants de milieu modeste ; les libéraux voient ainsi une certaine légitimation des inégalités dans une société individualiste

II mais des inégalités qui persistent et une certaine reproduction des positions sociales

A une sélection qui s'est déplacée vers le haut et a accentué la « lutte des places »¹ ; les difficultés croissantes de ceux qui subissent l'échec scolaire ; une inégalité qui s'explique par les choix rationnels des familles pour Boudon

[¹ par allusion à Bourdieu qui évoque le remplacement de la lutte des classes par la lutte des places, dans une société plus individualiste mais où persistent des rapports de domination et des stratégies de reproduction sociale]

B la mobilité est en partie structurelle et la mobilité nette se fait dans des catégories sociales proches, plutôt dans les couches intermédiaires de la société ; les catégories extrêmes restent davantage figées ; les inégalités sociales sont loin de refléter l'idéal méritocratique

. Après avoir mis en évidence les principales inégalités entre les hommes et femmes en matière de mobilité sociale, vous en présenterez les explications.

I les principales inégalités en matière de mobilité entre hommes et femmes :

A plus de mobilité descendante pour les femmes que pour les hommes : immobilité plus faible pour les femmes ; mais mobilité ascendante surtout pour les hommes

B l'immobilité révèle des différences hommes-femmes dans la répartition par PCS (hommes plutôt ouvriers et femmes plutôt employées) ; handicap de qualification des femmes sur le marché du travail, entrées avec de faibles qualifications, elles ont laissé la place des emplois qualifiés aux hommes (cf. l'OST)

II les raisons de ces inégalités :

A des différences de socialisation dans le cadre de la famille (conformité aux rôles traditionnels des femmes dans la société) et à l'école (orientation distincte,... stratégie des familles, responsabilité de l'école dans les choix,...)

B le monde du travail freine l'ascension sociale des femmes et maintient la domination masculine (distinction métiers masculins et féminins ; faible accès aux postes de direction par les femmes, restriction de leurs ambitions du fait d'un faible partage des rôles domestiques)

.....
.....

. Après avoir mis en évidence le recul de la classe ouvrière, analyser les conséquences en matière de conflits sociaux aujourd'hui (S 98) :

I Les transformations de la classe ouvrière

A l'opposition marxiste entre la bourgeoisie et le prolétariat est de moins en moins pertinente avec les évolutions du monde ouvrier depuis 30 ans et la montée des classes moyennes

B le déclin du syndicalisme et d'une idéologie révolutionnaire

II Les conflits sociaux contemporains

A des conflits du travail moins nombreux et qui ont changé de nature

B les nouveaux mouvements sociaux et une recomposition des oppositions de classes (Touraine)

. Après avoir rappelé le rôle des conflits du travail dans le changement social, relativiser son importance (S 98)

I Les conflits du travail au cœur du changement social

A la lutte des classes moteur de l'Histoire chez Marx

B l'importance du mouvement ouvrier et de l'action syndicale au cours du 19^{ème} et 20^{ème} siècles

II mais une perte d'influence des conflits du travail depuis 30 ans

A les mutations de la structure sociale infirment Marx (déclin des ouvriers, montée des classes moyennes, crise du syndicalisme,...)

B l'émergence des NMS (opposition classes moyennes et bureaucratie (nouveaux acteurs), domination plus culturelle, nouveaux enjeux, nouveaux moyens d'action,...)

. Peut-on parler d'une transformation des conflits sociaux dans les PDEM depuis la fin des années 60 ? (D 97)

I Les transformations du conflit social

A déclin du mouvement ouvrier et de l'action syndicale

B montée des classes moyennes et NMS

II Une recomposition du conflit social

A les NMS n'ont pas toujours une portée sociale majeure et on peut douter de l'influence des classes moyennes ; ambiguïté de cette classe qui se prolétarise sous l'influence de la crise

B la contestation sociale demeure : soutien populaire aux mouvements de grèves plus rares du fait de la crise et de la domination de la classe dirigeante au pouvoir renforcé ; des conflits aux moyens d'action plus « durs » ; ...

. Analyser les transformations de l'action collective depuis le début des années 80 dans les PDEM (D 02) : cf ci-dessus

I Un effacement des conflits de classes

A la lutte des classes moteur de l'Histoire chez Marx remise en cause par la moyennisation

B la diminution des conflits du travail, l'affaiblissement des syndicats et leurs causes

II De nouvelles formes d'action collective

A Nouveaux enjeux : « NMS » (+ conflit créateur de lien social et de régulation sociale) et changement dans la nature des conflits du travail

B Nouveaux acteurs et nouvelles stratégies (+ facteurs de déclenchement d'un conflit, conflit reste facteur de changement social même si son rôle s'est atténué, impact plus microsocial et fin de l'idéal révolutionnaire marxiste)

. Les transformations du marché du travail dans les pays industrialisés suffisent-elles à expliquer les nouvelles formes d'action collective ? (D 00)

I Les évolutions du marché du travail ont influencé les conflits sociaux

A chômage et précarité sont un facteur du déclin des conflits du travail et de la crise syndicale

B même si les conflits sociaux n'ont pas disparu : affaiblissement du mouvement ouvrier au profit des « NMS » ; changement de nature des conflits du travail ; la féminisation des actifs contribue notamment à développer de nouvelles revendications ; les conflits davantage portée par les classes moyennes salariées

II mais l'action collective correspond aussi à des changements socioculturels et politiques

A montée de l'individualisme ; tentations communautaristes (nouveaux acteurs) ; des enjeux plus culturels ; ...

B nouvelles formes de citoyenneté : une participation plus directe ; rôle des associations, des média ; lobbying et nouvelles formes d'action collective ; ...

. Après avoir présenté les principales mutations de l'emploi dans les PDEM depuis une vingtaine d'année, montrer les effets sur les conflits du travail

I Les évolutions de l'emploi

A changement de la structure des PCS et féminisation (développement de catégories intermédiaires et diminution des ouvriers notamment)

B précarisation et chômage

C déstabilisation des collectifs de travail, individualisation des emplois, NMOT

II Les conséquences sur les conflits du travail

A déclin du mouvement ouvrier et crise syndicale, remettant en cause l'approche marxiste ou signe d'un renforcement du pouvoir patronal

B changement dans la nature des conflits du travail : corporatisme ; coordination ; impact localisé ; conflits qui deviennent parfois violents ; revendication plus seulement salariale (avantage matériel) mais en terme d'identité, de reconnaissance sociale ; recours aux média ;...

. Vous vous interrogerez sur le rôle des syndicats de salariés dans les sociétés occidentales contemporaines (D 96)

I Si le rôle des syndicats est remis en cause aujourd'hui...

A crise du syndicalisme (constats et nouvelles formes d'actions collectives - coordinations -,...)

B les facteurs d'explication

II ... leur adaptation est nécessaire

A des syndicats qui restent actifs dans l'encadrement de nombreux conflits mais aussi dans la gestion de la protection sociale, en tant que groupe de pression auprès des pouvoirs publics,...

B mieux prendre en compte de nouvelles revendications et permettre une meilleure intégration dans le monde du travail ; exercer un contre-pouvoir utile face à des entrepreneurs renforcés par la crise et un discours libéral dominant

. Peut-on analyser les conflits du travail en termes d'opposition de classes ? (D 03)

I Les classes sociales restent une grille d'analyse pertinente pour expliquer les conflits du travail

A la lutte des classes : le conflit moteur du changement social chez Marx ; des conflits du travail nombreux tout au long des 19^{ème} et 20^{ème} siècles pour une meilleure reconnaissance des droits des salariés

B le maintien d'une opposition dominants / dominés qui prend des formes nouvelles aujourd'hui : chômage, précarité et risque d'exclusion touchent davantage la classe populaire qui subit les politiques libérales, les nouveaux modes d'organisation du travail et le management d'un capitalisme actionnarial. De nouvelles formes de domination plus culturelle et le maintien d'une inégalité des chances (Bourdieu)

II Les évolutions de la structure sociale relativise le rôle des conflits du travail :

A la moyennisation de la société française et l'évolution des conflits du travail (revendications plus catégorielles, crise du syndicalisme et diminution des grèves)

B les nouveaux mouvements sociaux (opposition technocrates et classes moyennes, nouveaux acteurs, nouveaux enjeux, nouvelles formes de mobilisation,...)

. Décrire puis expliquer les transformations des conflits sociaux dans la société française contemporaine (S 02)

I L'évolution des conflits

A de la lutte des classes à des revendications plus corporatistes : description des conflits du travail

B les caractéristiques des NMS

II Des facteurs explicatifs variés

A ralentissement de la croissance et crise du marché du travail déstabilisent les conflits du travail et les organisations syndicales

B montée de l'individualisme, égalisation des conditions de vie, citoyenneté plus directe,...

. Vous analyserez l'évolution des conflits du travail dans les pays développés (D 03)

I une fragilisation des syndicats

A des évolutions économiques défavorables : la tertiairisation et la hausse des qualifications, la féminisation, contribuent à une désyndicalisation ; renforcée le déclin du monde ouvrier ; et la dégradation du marché du travail (chômage et précarité) ⇒ rapport de force qui joue à l'avantage des employeurs

B au détriment des syndicats de salariés : chute des adhérents ; montée de l'individualisme (Olson) ; institutionnalisation et découplage de la base, renforcé par un centralisme et une politisation excessifs ⇒ crise de légitimité ; ... appelant à un renouvellement de l'action collective

II les conflits du travail se transforme :

A déclin des formes traditionnelles de mobilisation : recul de l'idéologie marxiste de la révolution prolétarienne et de la lutte des classes ; moins de grève (JINT) ; conflits localisés (réactions aux plans sociaux)

B de nouveaux conflits du travail : défense d'intérêts corporatistes ; les groupes mobilisés ne sont pas forcément ceux qui sont les plus opprimés, au contraire ; mais aussi la crise qui limite les capacités de revendication et succès des « grèves par procuration » ; de nouvelles formes d'actions collectives, plus informelles (coordination) et utilisant les ressources des NMS (Touraine : médiatisation,...)



. Après avoir été facteur d'intégration, le travail est devenu facteur d'exclusion (S 96)

I Travail et intégration

A travail et autonomie financière, sociale

B travail et identité, socialisation, position sociale

II Travail et exclusion

A précarisation et affaiblissement des solidarités professionnelles

B perte d'emploi et isolement, désaffiliation ; pauvreté

. Le travail est-il encore un facteur d'intégration sociale en France aujourd'hui ? (D 96)

I Le travail condition nécessaire

A le travail socialise, crée une identité,... ; est au cœur de la solidarité organique

B le travail procure un statut en fournissant des ressources, émancipe, positionne socialement ; développe une tendance à l'égalisation des conditions (Tocqueville)...

C sa privation déstabilise les individus, fragilise des catégories peu qualifiées, conduit à des processus de désaffiliation et de disqualification sociale

II mais condition de moins en moins suffisante à la cohésion sociale

A montée de l'individualisme, précarité, chômage et moindre solidarité dans le travail ; l'exclusion en travaillant, la pauvreté marginalise, un cumul de handicaps

B la bonne intégration sociale (familiale, scolaire, associative, politique,...) est plutôt désormais garante d'une bonne intégration au travail

C on peut être intégré sans travailler (tous les chômeurs ne sont pas exclus, ni les retraités ou les jeunes en scolarité)

. Peut-on être intégré sans travailler ? (D 00)

I Le travail condition nécessaire à l'intégration

A la division sociale du travail à la base de la solidarité organique ; le travail joue un rôle fondamental dans l'intégration sociale

B la montée de l'exclusion apparaît avec le chômage de masse ; ne plus travailler fragilise...

II mais condition non suffisante

A on peut être intégré sans travailler ; le lien social comporte différentes dimensions (lien politique, communautaire)

B on peut travailler sans être bien intégré lorsque l'emploi est précaire ; la pauvreté exclut ...

. Les solidarités familiales constituent-elles une protection suffisante contre le risque d'exclusion sociale (D 01)

I Les familles de plus en plus sollicitées pour protéger contre les risques d'exclusion

A l'exclusion aujourd'hui difficile à combattre : les formes de l'exclusion et les difficultés à lutter contre renforcent le recours à la famille (valorisation de la famille et désengagement relatif de l'Etat dans un contexte de montée du libéralisme)

B les solidarités familiales s'expriment par des services rendus, l'usage de réseaux (capital social), des transferts financiers, des relations de sociabilité qui renforcent les rapports affectifs et le lien social communautaire,...

II mais une solidarité qui reste insuffisante

A une solidarité inégalitaire et limitée : différences de capital éco., social et culturel et donc des aides plus ou moins importantes ; l'exclusion passe souvent par une rupture familiale (fragilité du couple, solitude croissante) ; plus ou moins grande proximité géographique, sociale,.. de la parenté ; individualisme croissant...

B rend nécessaire les aides publiques et le réseau associatif

. La montée de la déviance est-elle révélatrice d'un défaut d'intégration sociale ? (D 96)

I L'augmentation de la déviance, signe d'un affaiblissement de la cohésion sociale

A explications : crises des institutions : les limites de l'individualisme, moindre efficacité de la régulation sociale, défaut de socialisation et affaiblissement du lien social ; crise de la famille, crise de la citoyenneté et de l'Etat, crise économique et stratégies des firmes, anonymat urbain et affaiblissement des relations de proximité,...

B constats et conséquences : hausse de la délinquance et insécurité, hausse des comportements à risque, hausse des divorces et familles monoparentales ou recomposées, ... ; tendance anomique lorsque la solidarité organique se relâche ; stigmatisation et marginalisation, hausse de l'exclusion ; inégalités (pauvreté, inégalités des chances,...) et conflits (émeutes dans les cités, nouveaux mouvements sociaux : marches des « beurs »,...)

II La déviance, d'abord une question de perception sociale dans un contexte de changement social

A la construction de la déviance : normes et valeurs évoluent ; des comportements déviants, voire délinquants, peuvent progresser sans remettre en cause l'intégration sociale (avortement, consommation de certaines drogues, homosexualité,...) ; la famille s'adapte tout en restant solidaire ; les statistiques et leur médiatisation ont par ailleurs leurs limites dans l'appréciation des réalités sociales (limites des sondages,...) ; la politisation de certains problèmes renforcent l'image de déviance alors qu'ils étaient jusqu'alors tolérés (ex. de l'immigration clandestine,...)

B l'exclusion est souvent relative à certaines dimensions du lien social : le jeune des cités en difficultés d'insertion scolaire, professionnel participe à d'autres formes de liens sociaux, perçus comme déviants ; la délinquance est un moyen de limiter la pauvreté ! La culture spécifique (hip hop) est un moyen de reconnaissance sociale. Des réseaux communautaires, associatifs, permettent de participer à la vie en société... ; ils sont des réponses à la crise sociale.

. Dans quelle mesure la montée de l'individualisme affaiblit les instances d'intégration ? (D 01)

I La montée de l'individualisme affaiblit les institutions sociales

A l'individualisme affecte des solidarités : relations de proximité, familiales, à l'école, citoyennes... plus lâches ; régulation sociale affaiblie (défaut de socialisation, moindre sanction des déviances, tendances anomiques,...)

B le travail intègre moins bien : compétitivité des entreprises au détriment de l'emploi, des collectifs de travail ; syndicats moins présents ; pauvreté ;...

II mais l'individualisme compatible avec la solidarité

A la solidarité organique suppose des instances de socialisation capables de réguler, d'entretenir le lien social, les institutions traditionnelles continuent de remplir leur rôle malgré des adaptations : solidarité familiale, Etat-Providence garant de la cohésion, école participe à l'intégration, la mobilité,...

B de nouvelles formes de solidarité apparaissent : citoyenneté plus directe avec les associations, tentative pour recréer des rapports de proximité,...

. Après avoir exposé les principales manifestations de la montée de l'individualisme, présenter ses effets sur la cohésion sociale (S 00)

I La montée de l'individualisme est visible dans les différentes sphères de la vie en société

A dans l'économie (ex. de manifestations de l'individualisme)

B dans la famille (" ")

C dans la politique (" ")

II ses effets sur la cohésion sociale

A le lien marchand suffit à la cohésion sociale pour les libéraux ; pour Durkheim le passage d'une solidarité mécanique à organique suppose des institutions capables d'assurer la régulation sociale

B mais il y a des risques d'anomie lorsque les liens sociaux se relâchent (montée de la délinquance, des conduites à risque, crise économique,...)

. Après avoir rappelé les principales mutations du marché du travail, montrer les incidences sur le rôle du travail comme facteur d'intégration (S02)

I Les mutations du marché du travail

A la montée du chômage (évolution quantitative, catégories les plus touchées, chômage de longue durée pour les moins qualifiés,...+ causes : ralentissement de la croissance et de la demande, coût du travail, adaptation des qualifications au progrès technique,...)

B la précarité (caractéristiques + flexibilité/marché externe du travail)

II Le travail comme facteur d'intégration

A un affaiblissement de son rôle intégrateur (exclusion du marché du travail, pauvreté et disqualification sociale, anomie ; mauvaise insertion professionnelle, affaiblissement des relations de travail et désaffiliation sociale - en lien avec la déstabilisation familiale - ; affaiblissement de la citoyenneté - perte de droits et moindre participation -)

B mais le travail toujours essentiel même s'il n'est pas le seul facteur (socialisation et culture d'entreprise ; ressources et modes de vie ; être intégré socialement pour être intégré professionnellement et les différents facteurs de l'intégration - sociabilité, solidarité familiale, citoyenneté,... -)

. Après avoir présenté le rôle de la famille en matière d'intégration sociale, exposer les difficultés qu'elle peut rencontrer pour assurer cette fonction (S02)

I La famille cadre primordial de l'intégration

A la socialisation familiale (définitions ; transmission d'un capital culturel ; le poids de la famille dans les destinées ; le contrôle familial limite les risques anormaux - suicide, délinquance,...-)

B la solidarité familiale (une valeur plébiscitée ; transmission d'un capital économique et social, l'entraide familiale ; les rites familiaux ; une égalisation progressive des statuts ; la diversité des modèles familiaux ne remet pas forcément en cause ses fonctions essentielles ;...)

II mais un rôle partiellement fragilisé

A la crise du lien conjugal (montée des divorces, déclin de la nuptialité,... ; affaiblissement des institutions traditionnelles - mariage, Eglise, Etat,...- ; l'autonomie et l'égalisation des conditions avec l'émancipation féminine font reposer le couple sur les seuls sentiments ; droit permissif)

B des difficultés renforcées lorsque le lien social est lâche (rupture des relations professionnelles et désaffiliation sociale ; pauvreté des familles monoparentales plus fréquente ; famille éclatée et défaut de socialisation des enfants,...)

C la concurrence d'autres instances de socialisation (les crèches, l'école, les médias, les groupes de pairs,... socialisent et peuvent entrer en contradiction avec la famille ; plus grande diversité des rôles sociaux et repères plus flous ; les solidarités collectives rendent moins nécessaires la famille)



. Après avoir présenté les arguments en faveur d'un désengagement de l'Etat, montrer que son intervention reste cependant nécessaire (S 00)

I Le désengagement de l'Etat

A les justifications théoriques (néoclassiques) ; la crise de l'Etat-Providence

B les politiques de désengagement : privatisation, réduction des déficits, notamment par des économies de dépenses, baisse d'impôts, renforcement de la concurrence sur les marchés, ouverture internationale,... (politique de l'offre)

II mais la nécessité de son intervention

A les limites des politiques libérales en matière de chômage, de précarité, d'inégalités, les limites de la mondialisation libérale,...

B le marché incapable de satisfaire tous les besoins et de s'autoréguler (problème des biens collectifs, des externalités, concurrence monopolistique) ; l'Etat garant de la cohésion sociale, d'une plus grande équité,...

. Après avoir mis en évidence le rôle de l'Etat dans la cohésion sociale, montrer les limites (S 01)

I Le rôle de l'Etat dans la cohésion sociale

A L'Etat-Providence, créateur de lien social : émergence et missions de l'Etat-Providence contribuent à entretenir la solidarité sociale

B des mesures politiques essentielles pour lutter contre l'exclusion aujourd'hui : RMI, CMU, aides aux familles monoparentales, politiques de discrimination positive à l'école ; lutte contre le chômage

II Partiellement remis en cause

A les critiques libérales adressées à l'Etat (poids des prélèvements obligatoires, assistanat, crise de légitimité,...)

B les insuffisances de l'Etat : redistribution pas toujours équitable (système fiscal, prestations,...) ; persistance de catégories marginalisées ;... rendent nécessaire des réformes et l'intervention d'autres institutions (rôle des associations notamment)

. Après avoir montré que la logique d'assurance a tendance à reculer au profit de la logique d'assistance ; analyser les conséquences sur la cohésion sociale (S 04)

I De l'assurance à l'assistance :

A les limites de l'assurance : gestion par les syndicats pour garantir le système de Protection sociale face au risque d'utilisation par l'Etat des ressources à d'autres fins mais limitation de la couverture aux salariés et inadaptation avec un principe d'universalité dans un contexte de précarisation du statut des salariés ; la mutualisation des risques sollicite de plus en plus l'Etat

B une inflexion vers l'assistance : RMI, CMU, l'Etat développe des filets de sécurité pour les plus démunis qui échappent à l'assurance ; l'assurance sociale critiquée face à l'individualisme croissant et du fait des problèmes de financement (critiques libérales de l'inefficacité de la protection sociale)

II Les conséquences sur la cohésion sociale :

A un risque de désincitation : un affaiblissement du lien citoyenneté / emploi ; trappe à pauvreté et marginalisation d'une partie de la population considérée comme assistée (opposition inclus / exclus et sous-culture du pauvre)

B les difficultés de la redistribution : du principe d'égalité au principe d'équité et une concentration de l'aide aux plus démunis au détriment des classes moyennes ; tentation de privatisation des risques, à l'avantage des classes supérieures, au risque de creuser encore les inégalités

. Après avoir mis en évidence l'importance de l'action de l'Etat dans la lutte contre l'exclusion, montrer les limites

I importance du rôle de l'Etat dans la lutte contre l'exclusion :

A les raisons de son intervention : la pauvreté a certes diminué mais elle a changé de nature et résulte de la montée du chômage et de la précarité, la redistribution permet un traitement social du chômage et stabilise les revenus (donc la demande) ; le rôle du travail, facteur d'intégration,

s'est affaibli et les personnes fragilisées cumulent des handicaps, l'Etat doit intervenir pour réduire les inégalités au nom de l'équité (discrimination positive et redistribution) et pour rétablir la cohésion sociale (renouer le lien social)

B les moyens d'interventions : le travail restant essentiel, l'Etat doit agir pour lutter contre le chômage, et doit faciliter les mesures d'insertion professionnelle ; le RMI, la CMU, les services publics minima ; améliorer l'égalité des chances scolaires

II les limites

A des actions difficiles pouvant avoir des effets pervers : le « I » du RMI reste compromis et risque de trappe à pauvreté, le RMA permettra-t-il d'améliorer l'employabilité des chômeurs de longue durée ? ; discrimination positive et communautarisme (étiquetage de la déviance et disqualification sociale) ;

B la complémentarité avec d'autres organisations : l'action publique reste pour une bonne part bureaucratique et financière ; la lutte contre l'exclusion suppose du contact humain qu'apportent aussi les associations et les organismes caritatifs ; recréer du lien social communautaire (de la solidarité mécanique) pour limiter les risques d'anomie



. Dans quelle mesure le libre échange paraît-il favoriser le développement ? (D 96)

I Le libre échange favorable

A l'échange facteur de croissance, démontré par la théorie économique, notamment libérale, mais aussi les nouvelles théories du commerce international : diversification de produits, concurrence imparfaite,...) ; libre-échange encouragé par l'OMC

B les limites du protectionnisme

II mais il peut entraver le développement

A Les limites du libre échange (échange inégal qui creuse les écarts de développement, acculturation, restructurations coûteuses en emplois,...)

B Le protectionnisme peut être utile dans le cadre d'une régionalisation des échanges (≠ mesures protectionnistes ; création de zones de libre-échange privilégiées : ASEAN, Mercosur, UE, ALENA... ; « exception culturelle ») ; pour limiter la contrainte extérieure pour relancer la demande

. Quels avantages et quels inconvénients les PED retirent-ils de leur insertion dans le commerce mondial (S 97)

I Les avantages

A l'insertion favorable à la croissance et au développement : Ricardo ; les exportations financent l'investissement

B le cas des NPI

II Les inconvénients

A le cas des exportateurs de matières premières et la crise de la dette

B montre les limites du commerce international : dégradation des termes de l'échange, dépendances,...

. Montrer que les PED peuvent retirer des avantages de leur insertion dans le commerce international, puis mettre en évidence les conditions nécessaires à cette réussite (S 01)

I Les avantages du commerce international pour les PED : idem ci-dessus

II Les conditions de la réussite

A toutes les spécialisations ne sont pas favorables (problème des produits primaires ; l'OPEP...) ; une ouverture excessive renforce la dépendance (cf crise asiatique) et peut être fragilisée par l'arrivée de concurrents plus performants

B une politique volontariste des Etats : des élites soucieuses du développement (infrastructure, éducation,...) ; un protectionnisme éducatif et l'émergence d'un marché intérieur ; une classe d'entrepreneurs prête à prendre des risques et à investir ;...

. Dans quelle mesure l'insertion dans les échanges internationaux est facteur de croissance économique pour les PDEM ? (D 97)

I L'échange international facteur de croissance

A une insertion permise par un libre échange encouragé par les institutions internationales (GATT, OMC ; « rounds » de négociation)

B soutien à la croissance des PDEM comme l'a démontré Ricardo (et autres théories éventuelles) et comme le confirme les données statistiques

II Mais une mondialisation qui reste à encadrer

A la concurrence exacerbée, l'internationalisation des mouvements de capitaux poussent les salaires vers le bas (au profit des actionnaires ou des dirigeants de firmes), déstabilisent l'épargne (krach boursier) et freinent la demande effective. La politique économique est moins efficace (contrainte extérieure). Les restructurations menacent des emplois.

B une mondialisation qui profite d'abord aux Etats-Unis : avantage du dollar et déficit extérieur, acculturation (« Macdonalisation »), puissance militaire et diplomatique, avance technologique,... qui déséquilibrent les rapports de force dans les négociations internationales

. Après avoir présenté les arguments en faveur d'un retour au protectionnisme dans les PDEM, montrer les limites (S 02)

I Pour un retour au protectionnisme

A un protectionnisme défensif face à la concurrence des pays à bas coûts salariaux pour amortir les restructurations et un protectionnisme offensif (List) pour développer de nouveaux secteurs (+ ex.) ; les différentes mesures protectionnistes (tarifaires et non tarifaires)

B éviter les dérives de la mondialisation libérale : la théorie des avantages comparatifs ne démontre pas le partage des gains issus du libre-échange (l'échange inégal) ; tous les échanges ne correspondent pas au modèle néoclassique (échanges croisés) ; garantir la cohésion sociale en protégeant des emplois, limiter l'acculturation pour sauvegarder des particularismes culturels, maintenir des activités stratégiques, s'opposer à l'impérialisme américain et à la domination des FMN,...

II Les risques

A Le libre-échange a démontré son rôle positif sur la croissance : Ricardo et autres théories justifiant les avantages du commerce international

B un protectionnisme durable affaiblit la compétitivité (effets pervers) ; risque de mesures de rétorsion et de généralisation, renforçant les difficultés de tous (cf années 30) ; le protectionnisme fausse les règles du jeu et dénonce des rapports de force (PDEM mieux à même de se protéger que PED, renforçant les inégalités)

C une régionalisation des échanges : recherche d'un équilibre entre libre-échange et protectionnisme

. Montrer que les différents modes d'insertion dans la division internationale du travail peuvent être à la fois facteur de croissance et de développement et source de blocages économiques et sociaux (S 96)

I L'ouverture internationale, facteur de développement

A les NPI montrent la voie vers le développement

B confirmant les thèses favorables au libre échange (notamment la spécialisation et les avantages comparatifs)

II ou source de blocage

A des PED globalement en difficultés, le modèle des NPI n'est pas forcément généralisable

B échange inégal, dégradation des termes de l'échange ; cercle vicieux de la pauvreté

. Montrer que l'ouverture internationale peut influencer le niveau des emplois et modifier leur nature dans les PDEM (S 98)

I Mondialisation et volume des emplois

A le libre-échange facteur de croissance et de hausse du niveau de vie permet de créer des emplois ; la pression de la concurrence oblige à maîtriser les coûts salariaux, ce qui crée des emplois dans une perspective libérale

B la spécialisation oblige l'abandon des activités les moins performantes ; la concurrence des NPI remet en cause des firmes et des secteurs dans les PDEM ; les délocalisations contribuent à détruire des emplois ; la pression à la baisse du coût du travail peut avoir un effet récessif en déprimant la demande

C il faut relativiser l'impact de la concurrence des pays à bas coûts salariaux : d'une part l'essentiel du commerce des PDEM se fait entre PDEM, d'autre part la compétitivité-prix ne dépend pas que des écarts de salaires mais aussi de la productivité du travail

II Mondialisation et changement dans la nature des emplois

A la spécialisation des PDEM dans des activités utilisant des technologies complexes, pour des produits innovants et de meilleure qualité contribue à élever les qualifications au détriment des moins qualifiés et conduit à des changements dans l'organisation du travail (NMOT)

B l'élévation du niveau de vie grâce aux échanges internationaux contribue à la tertiairisation des économies des PDEM, à la modification de la structure des PCS (moyennisation),...

. Dans quelle mesure la mondialisation conduit-elle à l'uniformisation culturelle ? (D 99)

I La mondialisation, facteur d'homogénéisation des modes de vie

A la consommation de masse prétend à l'universalité : logique d'extension des marchés, émergence « d'un village planétaire » avec les progrès de la communication et des transports, l'adhésion à certains aspects du modèle occidental est aussi un choix de populations qui revendiquent les bienfaits du confort matériel, une démocratisation de leur société,... ; mais risque d'acculturation et destruction de cultures locales ou de certaines de leur dimension

B la domination occidentale, notamment américaine, et le rôle des FMN dans la diffusion de normes et de valeurs favorables à la commercialisation de leurs produits

II mais persistance d'une diversité culturelle

A la diversité des cultures demeure et la réinterprétation par une culture de traits culturels étrangers (consommer chez Mc Do' n'a pas le même sens aux Etats-Unis et en Chine...) ; les « résistances » culturelles (« l'exception française », la montée de l'islamisme,...)

B la mondialisation n'est pas seule responsable ; l'influence du commerce reste faible ; les ethnocides ont surtout des causes politiques (internes : domination d'une ethnie sur d'autres, ou externes : colonisation, guerre et soumission des territoires conquis)

. La mondialisation conduit-elle à une uniformisation des modes de vie ? (D 02) : idem ci-dessus + § suivants :

I- C un système productif mondialisé organisé par les FMN imposant leur mode d'organisation du travail, de flexibilité de l'emploi,...

II- C un monde inégalitaire où la pauvreté empêche d'accéder à la norme de consommation occidentale pour une grande majorité des habitants de la planète.

D des modes de vie divers à l'intérieur même des pays selon les revenus, la position sociale, l'âge, le sexe, le niveau d'instruction,...

. Quels sont les effets de la mondialisation sur les diversités culturelles ? (D 04)

I la mondialisation favorise l'uniformisation culturelle

A une homogénéisation culturelle croissante : des modes de vie et des traits culturels diffusés par l'internationalisation des échanges (le « village mondial » de Mc Luhan) : vêtements, alimentation, films, musiques, internet,... ⇒ uniformisation de valeurs et de normes qui résulte d'un processus d'acculturation avec assimilation du mode de vie occidental (notamment américain : Disney, Mc Do,...), l'échange culturel apparaît à sens unique ; érosion de la diversité culturelle avec déculturation de certaines sociétés traditionnelles (amazonie, interdiction de contacts avec les tribus des îles Andaman pour les protéger)

B les acteurs de cette uniformisation : le progrès technique dans les NTIC permet la baisse des coûts et le piratage illégal accélèrent la diffusion des produits culturels, ceux-ci jouent un rôle important dans la transmission de codes culturels qui peuvent influencer les autres cultures (les autorités politiques américaines utilisent le cinéma comme instrument de leur géo-stratégie) ; les FMN visent un marché mondial et cherchent à modeler les besoins par des campagnes marketing ciblées qui mettent en avant des styles de vie et des valeurs du modèle occidental (coca-colonisation ou mac world de Barber) ; les FMN américaines bénéficient d'un grand marché intérieur qui permet d'amortir les coûts fixes et de réduire les prix pour s'imposer au niveau mondial (suprématie d'Hollywood) ; les FMN contrôlent le capital de sociétés locales et imposent des modes de management, une philosophie libérale, voire un anti-syndicalisme violent dans certains PED ; elles cherchent à maximiser les avantages comparatifs des différents pays pour accroître leur profit et asseoir leur domination économique, technologique, culturelle.

II une homogénéisation contestable et à relativiser :

A les spécificités culturelles restent fortes : interpénétration (hybridation) culturelle (la culture est perméable et l'acculturation se fait dans les deux sens ; ex. de la world music) ; il y a réinterprétation en fonction des normes et valeurs propres à la société (Mc Do signification différente aux EU ou en Chine, il ne touche pas les mêmes populations) ; la socialisation transmet avec force la culture d'origine ; une culture n'est pas homogène, elle est elle-même traversée par des sous-cultures qui en font toute la richesse et la diversité

B la mondialisation n'atteint pas tous les pays, ni tous les groupes sociaux de la même façon ; dans les PED, l'accès à la consommation de produits occidentaux restent en partie limités (les flux de marchandises restent surtout des flux entre pays riches ; les classes moyennes restent minoritaires dans des PED inégalitaires)

C résistances politiques et identitaires : Bollywood résiste à Hollywood car les valeurs du ciné indien reste forte ; des politiques protectionnistes, négociées dans le cadre de l'OMC, visent à préserver l' « exception culturelle » (tel le combat des français pour sauvegarder une industrie cinématographique ou de la musique grâce à des quotas et un mode de financement qui limite les risques) ; les résistances passent aussi par l'action collective des mouvements altermondialistes qui dénoncent le pouvoir des FMN, le libéralisme, les dérives de la « malbouffe »,... Des réactions identitaires apparaissent pour s'opposer à « l'impérialisme » américain (islamisme) ou pour construire des Etats après la dislocation de l'URSS et de l'Europe de l'Est (nationalismes)

. Après avoir montré que les stratégies internationales d'investissement des firmes peuvent correspondre à la recherche du moindre coût du travail, mettre en évidence les autres motivations (S 04)

I l'IDE pour réduire les coûts salariaux :

A une meilleure compétitivité-prix : coût du travail dépend du salaire et des cotisations sociales, dans les secteurs travaillistiques, la compétitivité liée à leur importance. Dans l'agriculture, le textile, le jouet, l'électronique grand public,... les FMN, dans leur stratégie de décomposition internationale des processus productifs selon les avantages comparatifs des différents pays, choisissent de s'implanter dans des PED où la main d'œuvre est bon marché et suffisamment qualifiée (Maghreb, Chine,...) ou docile (absence de syndicats)

B la prise en compte de la productivité : les IDE ne s'implantent pas forcément là où les salaires sont les plus faibles, le coût du travail dépend salaire horaire / productivité ; l'Irlande a bénéficié de nombreuses IDE car la productivité est forte avec des salaires moindres ; les FMN s'implantent dans des PDEM lorsqu'elles recherchent une main d'œuvre qualifiée même si les écarts de coûts salariaux peuvent intervenir dans les choix d'implantation (les pays d'Europe de l'Est sont attractifs ce qui permettra un rattrapage de leur niveau de vie)

II les IDE, des choix complexes

A le coût du travail n'est pas le seul élément du coût moyen : la fiscalité, l'existence d'infrastructures de transport, de recherche, de communication,... interviennent ; l'implantation peut dépendre aussi de la disponibilité de matières premières (produits tropicaux, ressources minières,...) ; les risques de change peuvent également influencer une firme, un pays dont la monnaie est trop volatile ou dont la valeur peut s'effondrer peut limiter les décisions

d'implantation ; de même, il y a des coûts liés aux risques politiques et sociaux, dans les pays instables

B la recherche des débouchés : une bonne partie des IDE concernent les pays du Nord, l'implantation sur le marché directement permet de mieux adapter aux besoins, de contourner des barrières protectionnistes (tarifaires ou non), d'élargir sa part de marché lorsque le marché intérieur est saturé,... ; une logique de concentration pousse les entreprises à des rachats afin d'atteindre la taille critique qui permet de réaliser les économies d'échelle nécessaires pour résister à la concurrence par les prix mais aussi pour dégager les ressources financières permettant de développer une compétitivité hors-coût grâce à des stratégies de différenciation de produits (marque, pub.), d'innovation qui reste le moteur de la croissance capitaliste à long terme,...

. En quoi la compétitivité peut-elle être influencée par l'action des pouvoirs publics (D 99)

I L'Etat peut agir sur la compétitivité des entreprises

A il peut favoriser la compétitivité-prix par des politiques de réduction du coût du travail, par un soutien à des activités jugées stratégiques (subventions à l'agriculture, négociation de vente d'armes,...), par une politique du change favorable aux exportations (ou qui oblige les entreprises à mieux maîtriser leurs coûts), par des mesures protectionnistes qui renchérissent les produits étrangers,...

B il peut encourager à améliorer la compétitivité structurelle en aidant la recherche et l'innovation, en améliorant la formation, en facilitant la concentration des FMN (leaders mondiaux),...

II mais ce n'est pas suffisant

A la compétitivité prix et/ou structurelle dépend de l'organisation des firmes (division du travail) et de leurs investissements (matériels et immatériels) pour accroître la productivité, améliorer la qualité, innover,...

B la compétitivité est stimulée par l'économie de marché ; les entreprises en concurrence pour maximiser leur profit doivent sans cesse s'adapter ; le libre-échange contribue à renforcer la concurrence et pousse les firmes à se spécialiser, à améliorer leur avantage comparatif (le secteur du luxe, l'agriculture, l'automobile, le tourisme,... sont des atouts de l'économie française, par exemple). Pour les libéraux, la concurrence suffit à la bonne régulation de l'économie, tout interventionnisme étatique est même une entrave à l'équilibre et à l'optimum.

. L'insertion des PED dans les échanges internationaux nuit-elle à l'emploi dans les PDEM ? (D04)

I L'échange internationale est globalement bénéfique à l'emploi des PDEM

A un jeu à somme positive : les théories économiques montrent les gains attendus du libre-échange (théories des avantages absolus et relatifs : les nations gagnent à la spécialisation de leur économie) ; avantages confirmés dans les faits (le commerce ↗ + vite que la croissance, signe d'une ouverture croissante et de gains de pouvoir d'achat favorables à l'emploi)

B les PDEM profitent de la mondialisation : avantages compétitifs dans les activités demandant une main d'œuvre qualifiée ; les délocalisations ne doivent pas faire oublier qu'une bonne part des IDE sont internes aux PDEM, les stratégies d'implantation reposent sur une multitude de critères (qualité des infrastructures, de la main d'œuvre, débouchés, stabilité politique, avantages fiscaux,...) ; les PDEM dominent les exportations, y compris de produits industriels ; ils se spécialisent dans le tertiaire qui prend une part croissante des échanges ; la compétitivité ne porte pas seulement sur les prix mais aussi sur la qualité : des pays avec des coûts salariaux élevés comme l'Allemagne sont des puissances exportatrices ; les importations en provenance de PED à faible coût de main d'œuvre restent marginales ; les balances en emplois des PDEM sont excédentaires vis à vis des PED, signe d'une bonne compétitivité associée aux politiques de désinflation et aux efforts de productivité

II mais l'insertion des PED dans la DIT menace des emplois non qualifiés et risque de creuser les inégalités

A suppression d'emplois industriels et importantes restructurations sectorielles : la théorie HOS rappelle que le commerce international tend à égaliser les revenus : la spécialisation des PDEM se fait dans les activités à forte dotation en capital et main d'œuvre qualifiée et le coût du travail comparé à celui des PED pour les activités à main d'œuvre peu qualifiée apparaît excessif avec une pression à la baisse ou une tentation de délocalisation ; les secteurs les plus dynamiques des PDEM sont dans les nouvelles technologies alors que la Chine produit des biens industriels banalisés en grande série. Il y a un déversement d'emplois des activités anciennes vers les secteurs nouveaux (la « destruction créatrice » oblige des restructurations à l'origine de faillites et de chômage) : la population active a de moins en moins d'ouvriers alors que les professions intermédiaires et les cadres sont des PCS en expansion et l'économie se tertiarise. Les restructurations demandent du temps et peuvent être douloureuses dans certaines régions (cf le Nord de la France, par ex.)

B une aggravation des inégalités : le chômage exerce une pression à la baisse du coût du travail, notamment pour les emplois peu qualifiés, d'autant que la mondialisation a renforcé la concurrence. Toutefois, celle-ci, en favorisant la croissance mondiale, conjointement à des politiques libérales, a stimulé les profits. Les écarts entre revenu du travail et revenu du capital se sont creusés ; les délocalisations sont souvent utilisées pour exercer un chantage à l'emploi et limiter les progressions salariales. La concurrence a poussé à l'innovation, à l'accroissement de la productivité mais les gains restent mal partagés, y compris entre salariés entre ceux qui ont un statut protégé ou qui travaillent dans les secteurs moteurs et ceux qui travaillent dans des secteurs où la concurrence par les prix est plus forte et doivent affronter la comparaison avec les faibles salaires des PED. Les salariés les moins qualifiés ont vu leur situation sur le marché du travail se dégrader, la faible progression de leur pouvoir d'achat ne leur permet pas forcément de profiter de la baisse des prix des produits importés et d'améliorer sensiblement leur niveau de vie.



. Après avoir rappelé les raisons du revirement libéral des années 80, montrer les limites (S 95)

I Le renouveau libéral à partir des années 80

A l'échec de la régulation keynésienne : stagflation et dégradation de la rentabilité

B critiques de l'Etat-Providence et supériorité de la régulation marchande

II Les limites

A le fonctionnement des marchés n'est pas parfait (externalités, affaiblissement de la cohésion sociale,...)

B insuffisance de la demande effective, notamment en Europe à partir des années 90

C un chômage persistant et une flexibilité aux résultats mitigés

. Dans quelle mesure l'intervention de l'Etat peut être favorable à une reprise de l'activité économique ? (D 96)

I L'efficacité de l'interventionnisme public

A des politiques conjoncturelles qui atteignent leurs objectifs : des relances qui soutiennent la croissance et l'emploi ; des rigueurs qui réduisent l'inflation et restaurent la compétitivité des firmes

B des politiques structurelles qui accompagnent la croissance : un Etat-Providence qui garantit une sécurité aux ménages et qui a facilité la croissance exceptionnelle des Trente Glorieuses ; un désengagement de l'Etat qui a redynamiser l'économie marchande en stimulant l'innovation, l'ouverture internationale,...

II mais une efficacité relative

A les limites des politiques de relance et de rigueur pour stimuler la croissance

B les critiques libérales d'un excès d'interventionnisme et les limites au désengagement de l'Etat

. Analyser les effets de la construction européenne sur la croissance économique de l'Union (D 01)

I La construction européenne stimule la croissance

A l'euro améliore l'efficacité des marchés : concurrence renforcée, transparence des prix ; suppression des risques de change ; accroissement de la taille du marché ; concentration d'entreprises et innovation ;...

B des marges de manœuvre politique accrues : baisse des taux d'intérêt et investissement ; diminution de la contrainte extérieure ; stabilité monétaire et inflation maîtrisée ;...

II mais des risques existent

A une politique qui ne s'appuie que sur la doctrine libérale : BCE fixée sur l'inflation ; pacte de stabilité qui limite les possibilités de recourir à un déficit budgétaire ; la volonté de maîtrise des coûts salariaux ;... et des risques de récession (Keynes)

B l'Union européenne peine à coordonner efficacement sa politique ; consensus difficile et tentation de faire cavalier seul (les pays ne sont pas homogènes et n'ont pas les mêmes problèmes) ;... difficultés à réagir rapidement et à relancer la croissance

. Après avoir présenté les avantages du passage à l'euro ; montrer les contraintes sur les politiques conjoncturelles des Etats membres de l'Union Européenne (S 02) : cf ci-dessus

I Les avantages de l'euro

A un marché unique plus performant qui profite aux consommateurs (prix, diversité,..) et aux entreprises (compétitivité, concentration, taille du marché,...)

B une plus grande stabilité monétaire allégeant la contrainte extérieure et stimulant la croissance

C renforcer les liens (politiques, culturels) entre européens et asseoir le rôle international de l'Europe (vis à vis des Etats-Unis notamment)

II Mais des contraintes pour la politique conjoncturelle

A les politiques monétaires (BCE) et budgétaires (pacte de stabilité) restrictives ont freiné la croissance et l'emploi

B des politiques figées qui empêchent des politiques de relance et une concertation difficile, signe d'un manque d'homogénéité

. Dans quelle mesure est-il possible de recourir à une politique de relance de la demande dans les pays de l'Union Européenne ? (D 03)

I des conditions économiques favorables

A les principes de la relance de la demande (théorie keynésienne de l'investissement - accélérateur et multiplicateur - et de l'emploi - la demande effective - ; les objectifs de lutte contre le chômage conjoncturel ; les moyens - \searrow t^x d'intérêt, t^x de change, \nearrow des bas salaires, déficit budgétaire - et les effets attendus)

B l'atténuation des contraintes économiques (inflation maîtrisée, compétitivité et rentabilité retrouvées grâce aux politiques de rigueur menées depuis les années 80 et pour passer à l'€ ; les avantages de l'€ ; la contrainte extérieure plus faible du fait d'un degré d'ouverture peu élevé de la zone euro et de l'importance des échanges intra-européens, du fait d'une plus grande autonomie de la politique conjoncturelle en raison d'une moindre contrainte de change - indifférence plus grande vis à vis de la valeur de l'€ -, ...)

II mais des conditions institutionnelles défavorables

A une inspiration politique de la Commission et du Conseil de l'UE marquée par le libéralisme (vision d'un chômage structurel, d'un poids excessif des prélèvements obligatoires et pression à la baisse du coût du travail, remise en cause des systèmes de protection sociale, des services publics, risque de dumping social et fiscal,... peu favorables au soutien de la demande) ; monétarisme de la BCE qui privilégie la lutte contre l'inflation avec des t^x d'intérêt réels encore élevés même s'ils ont pu être réduits ; l'épargne reste élevée au détriment de la demande ;...

B la zone € n'est pas une zone monétaire optimale : les Etats n'ont plus recours au t^x de change et la mobilité du travail ne permet d'équilibrer les taux de chômage au sein de la zone ; une plus grande coordination des budgets nationaux ou un budget européen suffisant pourrait améliorer la politique conjoncturelle en cas de chocs asymétriques mais...

C des politiques budgétaires sous contrainte (des déficits mal maîtrisés lors des récessions empêchant de respecter le Pacte de stabilité sans avoir pour autant les moyens de pratiquer une relance budgétaire ; des situations économiques hétérogènes au sein de l'Union donc des choix politiques \neq gênant une coordination efficace de la politique macroéconomique avec des États encore trop attachés à la défense de leurs intérêts nationaux